

Septembre 2016

**LES FONDAMENTAUX DU
DEVELOPPEMENT
TERRITORIAL
CONTEMPORAIN**

*Une application au territoire
du Grand Dijon*



OPCONSEIL
ANALYSTE TERRITORIAL



PARTIE I.

Les fondamentaux du développement territorial

PARTIE II.

Le fonctionnement socio-économique du Grand Dijon

PARTIE III.

Dynamique économique et sociale du Grand Dijon

CONCLUSION.

Trois enseignements majeurs

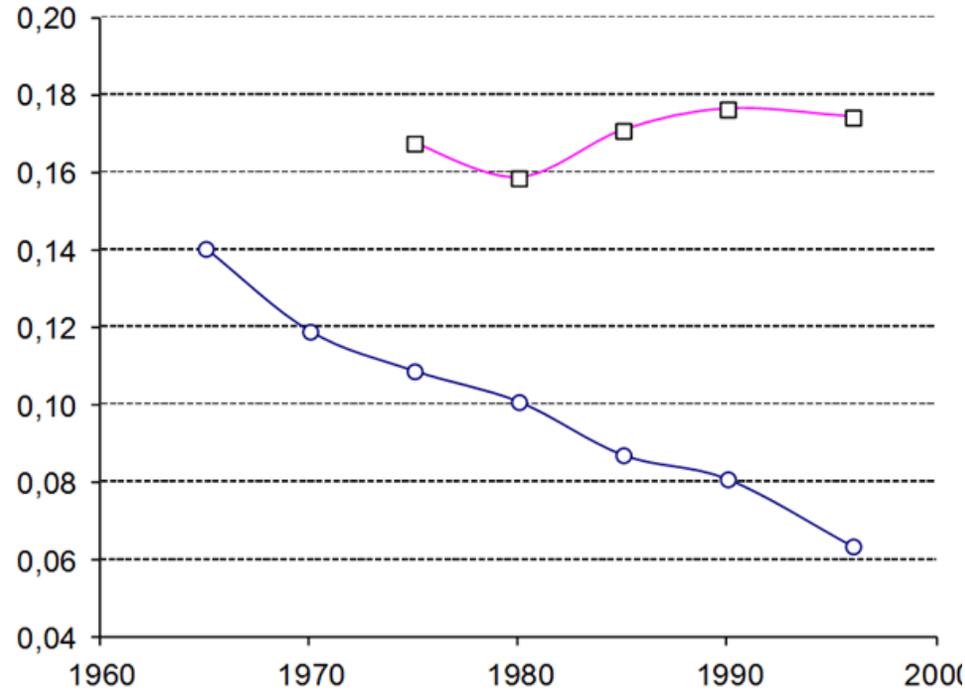
Les fondamentaux du développement territorial

*Une nouvelle grille de lecture du
développement territorial*

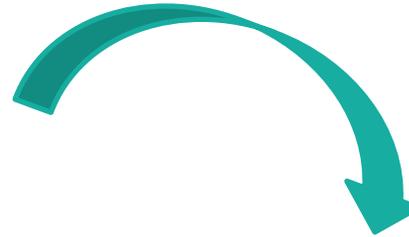


Quand les inégalités inter-régionales de PIB s'accroissent et celles de revenus diminuent !

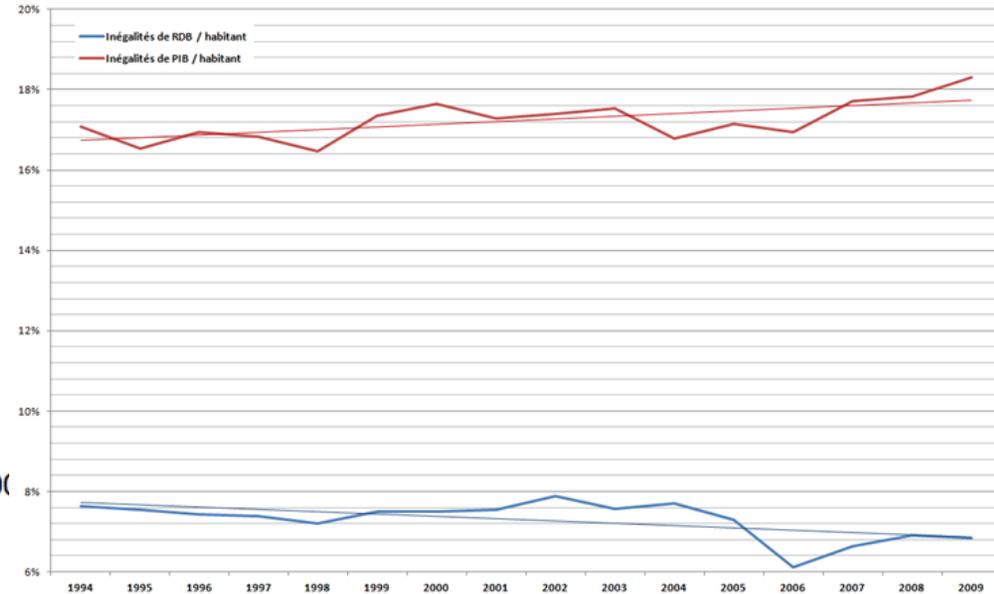
Quand les inégalités inter-régionales de production de richesses (PIB) s'accroissent et celles du revenu (RDB) diminuent : des années 60 à la fin des années 1990...



Source : Calculs Laurent Davezies d'après Insee



Quand les inégalités inter-régionales de production de richesses (PIB) s'accroissent et celles du revenu (RDB) diminuent : des années 90 à la fin des années 2000

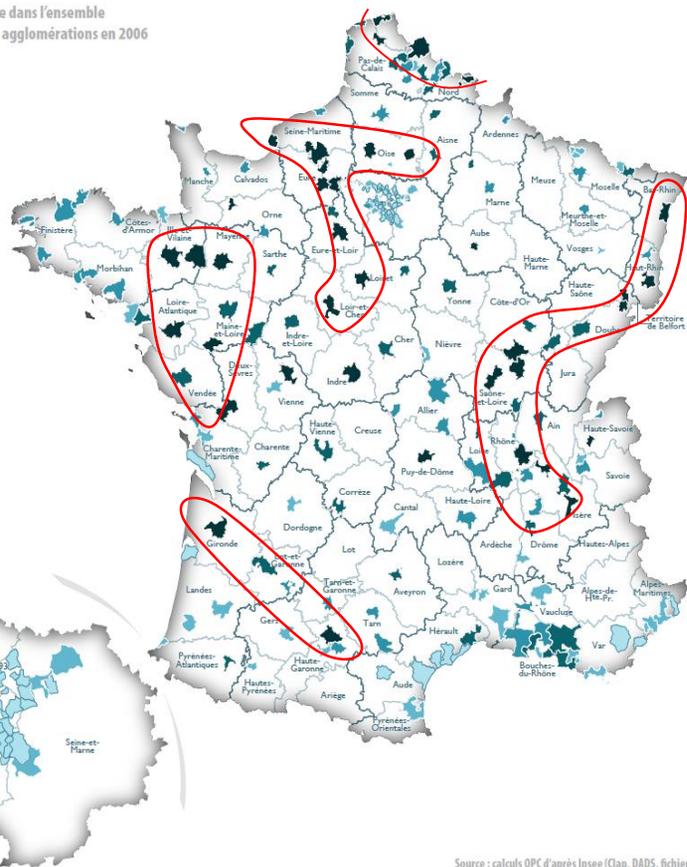


Source : Calculs OPC d'après Insee



Quand la croissance économique ne suffit plus nécessairement !

Part de la Base productive dans l'ensemble des revenus basiques des agglomérations en 2006



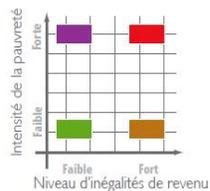
Île-de-France

75 | Paris
 92 | Hauts-de-Seine
 93 | Seine-Saint-Denis
 94 | Val de Marne

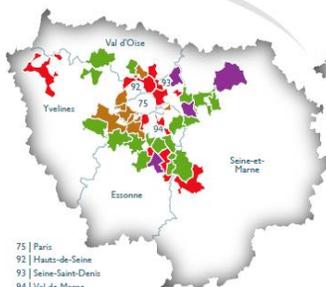
Source : calculs OPC d'après Insee (Clap, DADS, fichiers Migrations domicile travail, Compte régional des ménages et Recensement rénové), Direction générale des impôts et Ministère du Tourisme

Niveau d'inégalités de revenu par habitant (indice de Gini) avec l'intensité de la pauvreté (1^{er} décile) des agglomérations en 2008

Typologie



Île-de-France



75 | Paris
 92 | Hauts-de-Seine
 93 | Seine-Saint-Denis
 94 | Val de Marne

Champ : Les données de revenu 2008 sur les revenus des ménages n'ont été produites que sur les EPCI existant à cette date, soit 194 agglomérations

Note : La typologie a été construite au regard de la moyenne des agglomérations pour chacune des variables. Par exemple, une agglomération est considérée comme étant affectée par une pauvreté intense si le revenu du premier décile est inférieur à la moyenne du revenu du premier décile de l'ensemble des agglomérations. Inversement, lorsqu'il est supérieur, elle est considérée comme étant affectée par une pauvreté moins intense. Idem pour le niveau d'inégalités sociales.

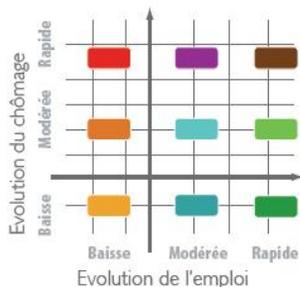
Source : Insee - Revenus fiscaux des ménages



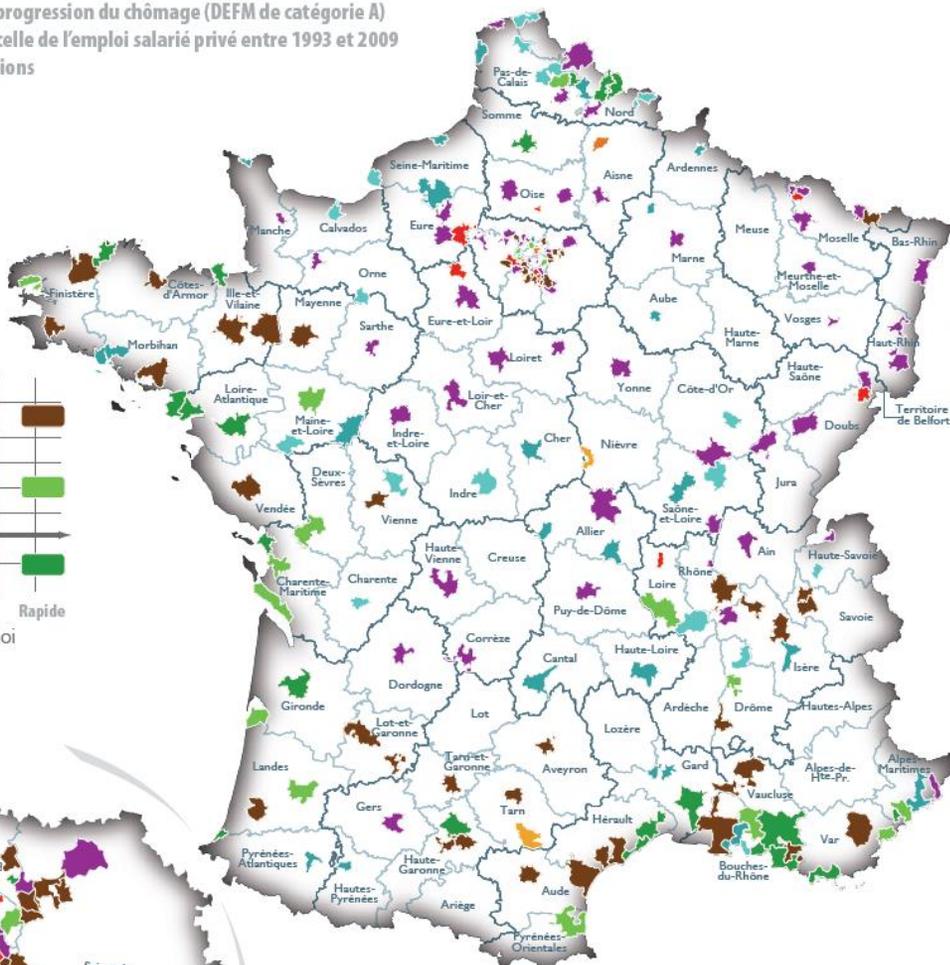
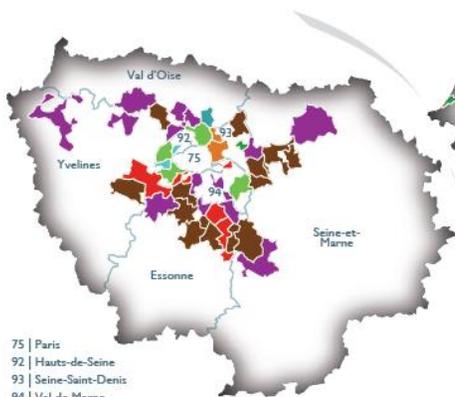
Quand les créations d'emplois ne génèrent pas nécessairement une baisse du chômage !

Mise en perspective de la progression du chômage (DEFM de catégorie A) entre 2001 et 2010, et de celle de l'emploi salarié privé entre 1993 et 2009 à l'échelle des agglomérations

Typologie



Île-de-France



Les différentes configurations d'agglomérations observées au croisement entre les dynamiques de l'emploi et du chômage

Dynamique de l'emploi	Dynamique du chômage	Nb d'agglomérations	
-	-	2	0,9%
	+	3	1,4%
	+++	11	5,2%
+	-	23	10,8%
	+	19	9,0%
	+++	57	26,9%
+++	-	26	12,3%
	+	22	10,4%
	+++	49	23,1%
Total agglomérations		212	100%

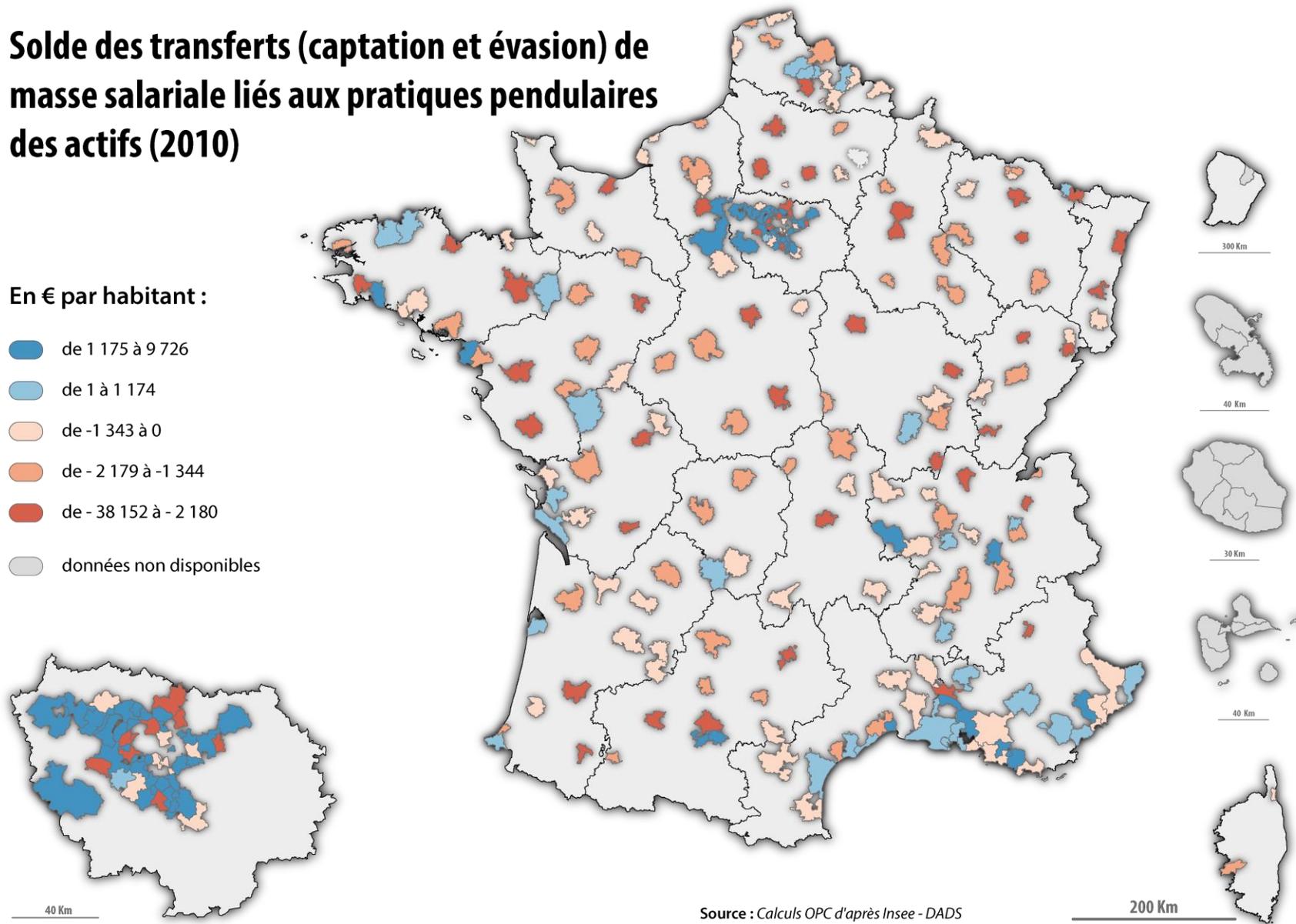
Source : Calculs OPC d'après Insee - Statistiques du marché du travail et Unedic
Note : Figurent en fond bleu les agglomérations présentant une configuration "contre-intuitive"



Solde des transferts (captation et éviation) de masse salariale liés aux pratiques pendulaires des actifs (2010)

En € par habitant :

- de 1 175 à 9 726
- de 1 à 1 174
- de -1 343 à 0
- de -2 179 à -1 344
- de -38 152 à -2 180
- données non disponibles





Quelques représentations courantes à oublier !

REPRESENTATION COURANTE ET LARGEMENT PARTAGEE

APRES ANALYSE

Le dynamisme économique des territoires dépend étroitement de leur taille !

FAUX

L'orientation sectorielle des tissus productifs expliquent leur dynamisme !

PARTIELLEMENT

Le fort ancrage territorial des entreprises est favorable à l'emploi local !

FAUX

La forte autonomie des entreprises est favorable à l'emploi local !

INFONDE

Les transferts d'établissements impactent sensiblement l'emploi local !

INFONDE

La forte autonomie des entreprises et leur fort niveau d'ancrage préservent des "délocalisation" !

INFONDE

Ces constats appellent à une re-hiérarchisation des politiques de développement endogène et exogène



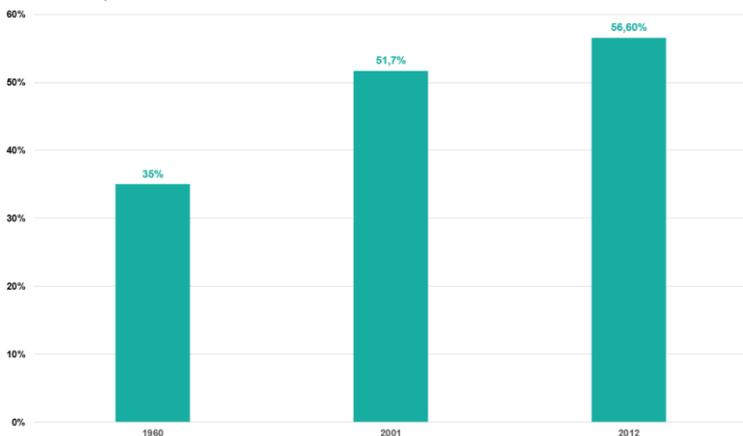


Trois déterminants majeurs pour expliquer ces tendances en apparence paradoxales

1

Socialisation progressive de notre économie : de 35 % à 57 % !

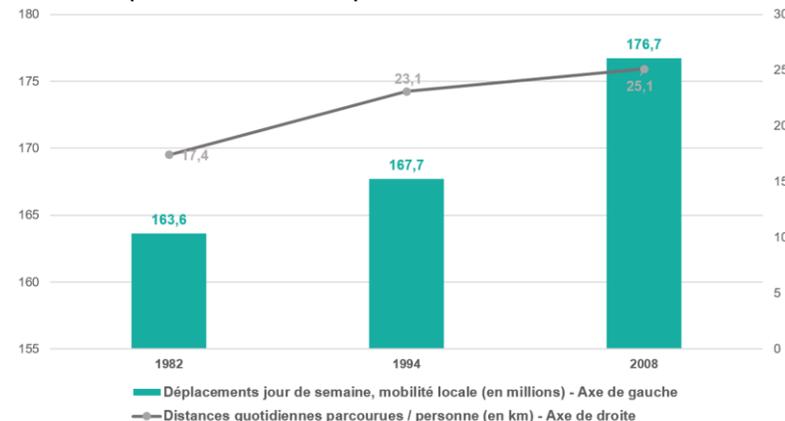
Poids des dépenses sociales dans le PIB



2

Mobilité croissante des individus : de 17 à 25 km !

La montée en puissance de la mobilité depuis les années 80

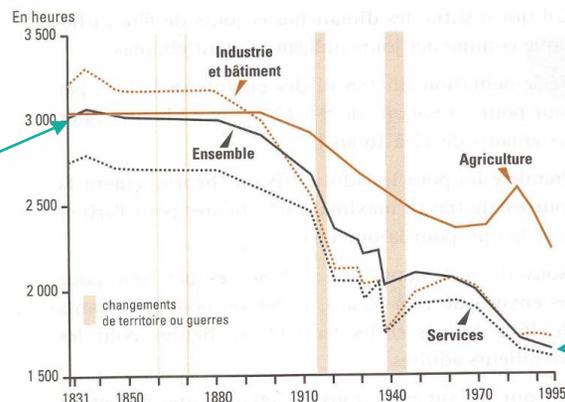


Source : d'après Enquête mobilité – Insee

3

Emergence d'une société du « temps libre »

DURÉE ANNUELLE DU TRAVAIL EN FRANCE DEPUIS 1831



3 000 heures / an en 1830 !

1 610 heures / an en 2000 !

Source : Olivier Marchand, Claude Thélot, *Le travail en France. 1800-2000*, Collection Essais et recherches, Nathan, 1997, p. 142.



Une configuration historiquement productiviste du développement territorial

L'approche du développement territorial reste encore aujourd'hui dominée par une **approche résolument productiviste**. On parle sans cesse de métropolisation, de coûts de transaction, d'économies d'agglomération, de productivité territoriale...

Conception qui considère :

- qu'il n'y a pas de différences entre les lois du développement macro-économique et les lois du développement local
- que le développement des territoires ne dépendrait que de leur capacité productive

Dans cette logique, la problématique récurrente reste : **comment adapter l'appareil productif local aux conditions nouvelles, et sans cesse changeantes, de la compétition sur le marché des biens et services ?**



La création locale de richesse (le PIB) importe plus que la disposition locale de richesse (le Revenu)



Un nécessaire changement de représentation

En réalité, ce qui compte, c'est plus :

- la capacité qu'ont les territoires à **capter de la richesse** plutôt qu'à seulement en produire...
- ... mais aussi la façon dont les territoires captent cette richesse...
- ... et dont ils la redistribuent dans leur économie locale sous la forme de dépenses de consommation

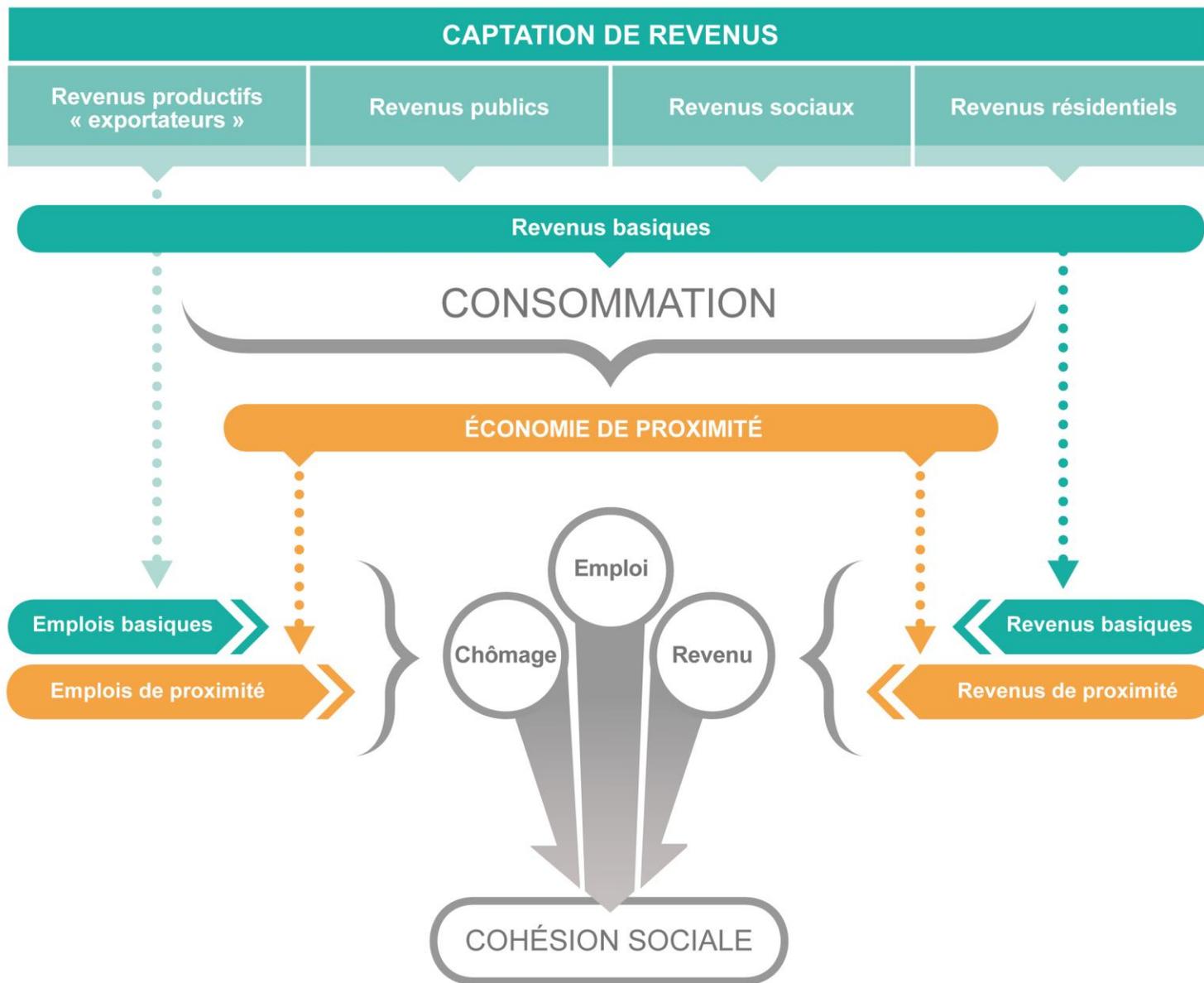
Dans cette logique, la problématique centrale devient : **comment capter de la richesse de façon optimale et la redistribuer dans son économie locale ?**



La captation de richesse (le revenu) importe plus que la seule capacité à en créer (le PIB)



Le fonctionnement socio-économique des territoires : représentation synthétique





Décomposition détaillée des moteurs du développement des territoires

Base productive

Composition

Salaires et revenus divers des actifs travaillant dans des secteurs d'activité concurrentiels
Revenus agricoles

Fonction

Macro-économique essentielle

Caractéristiques

A l'exclusivité des préoccupations des analystes et des acteurs du développement local
Composante « mondialisée » de l'économie locale

Dépend de la capacité productive des territoires c'est-à-dire de la qualité de l'offre (logique néo-classique)

Base publique

Composition

- Salaires des agents de la fonction publique d'Etat, territoriale et hospitalière

Fonction

- Amortisseur de choc conjoncturel

Caractéristiques

- Sphère peu étudiée sur le plan local
- Dépend de la situation démographique

Ne dépend pas de la capacité productive des territoires

Base sociale

Composition

- Allocations chômage
- Prestations sociales diverses

Fonction

- Réduction explicite des disparités sociales
- Réduction implicite des disparités socio-spatiales

Caractéristiques

- Sphère peu étudiée sur le plan local
- Dépend des mécanismes de transfert public

Ne dépend pas de la capacité productive des territoires

Base résidentielle

Composition

- Pensions de retraite
- Dépenses touristiques
- Revenus « dortoirs »
- Revenus des capitaux et fonciers

Fonction

- Participe à l'équilibre socio-économique du territoire

Caractéristiques

- Dépend de la qualité intrinsèque des territoires
- Moteur majeur

Dépend des aménités des territoires et des politiques publiques mises en œuvre à destination des ménages



Secteur présenteiel

Composition

- *Ensemble des secteurs d'activités privés dont l'activité est consacrée à la production de biens et de services consommés localement*

Fonction

- *Forte capacité de réinsertion ou d'insertion des actifs « exclus » de la sphère productive concurrentielle*
- *Faible risque de délocalisation*

Caractéristiques

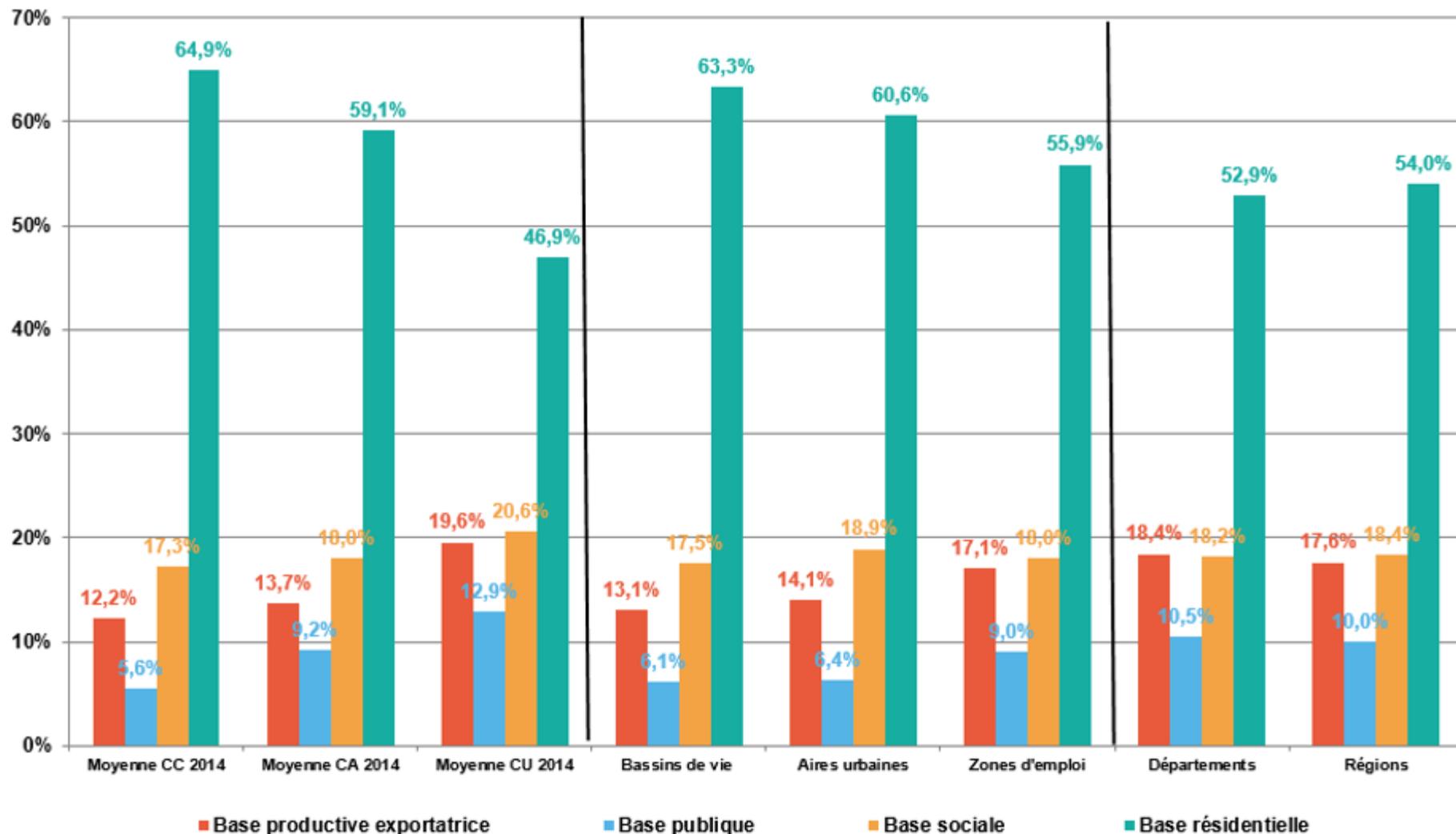
- *Se développe à raison du niveau de revenu basique du territoire considéré*
- *Partie du secteur productif local qui n'est pas mondialisée (secteur abrité)*
- *Représente en moyenne deux tiers de l'emploi des territoires*
- *Présente un spectre de qualifications requises plus ouvert aux basses qualifications que dans le secteur productif basique*
- *Possède un bassin d'emploi moins étendu que le secteur productif basique qui permet une meilleure injection des revenus qu'il génère dans l'économie locale*

Répond à des mécanismes keynésiens dans lequel c'est le niveau de la demande qui détermine le niveau d'activité



Le fonctionnement socio-économique des territoires : le poids des revenus basiques observé à différentes échelles géographiques

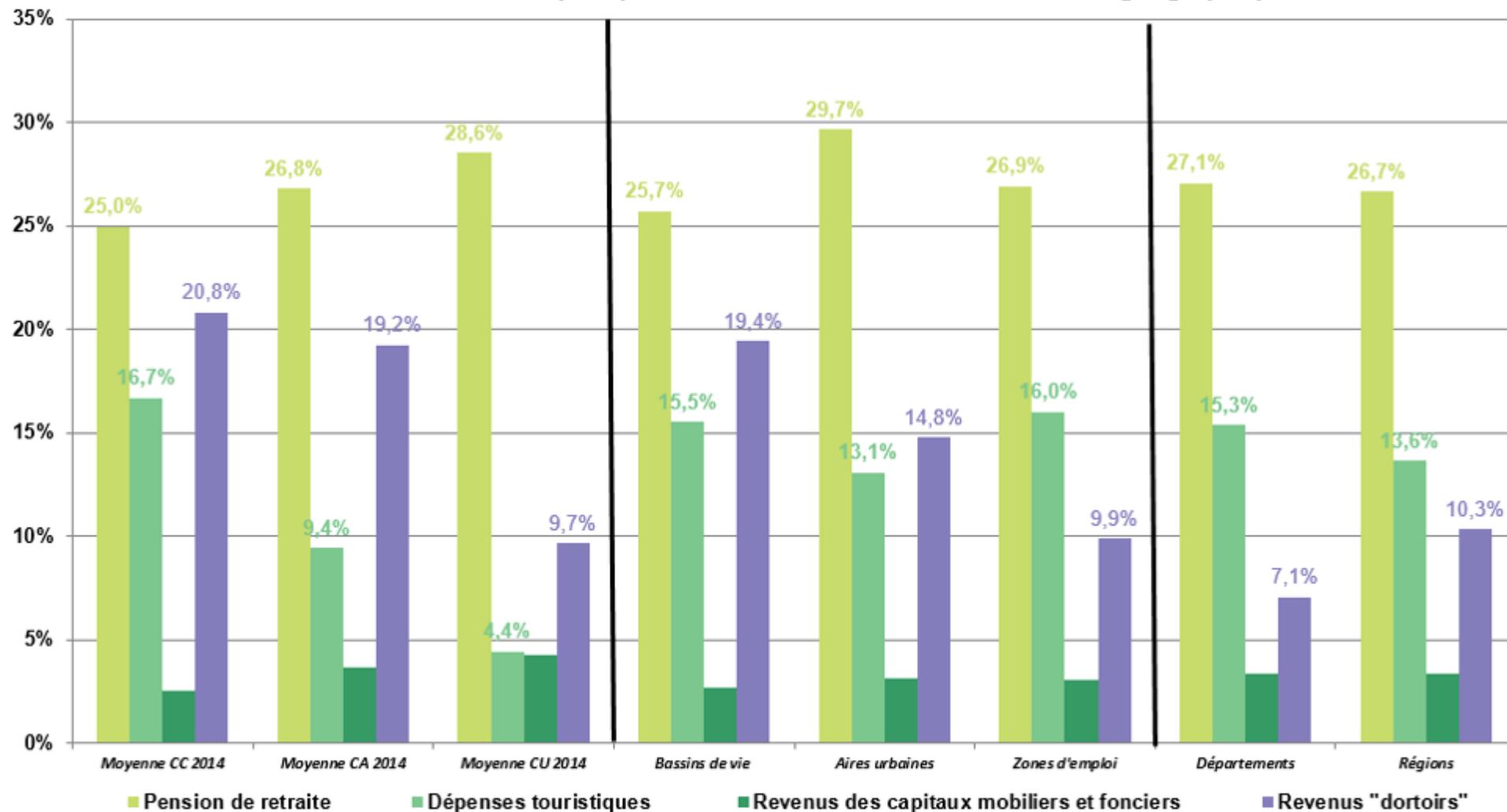
Poids des différents types de revenus captés par les territoires à différentes échelles géographiques





Le fonctionnement socio-économique des territoires : le poids des revenus résidentiels à différentes échelles géographiques

Poids des différents revenus résidentiels captés par les territoires à différentes échelles géographiques



Source : OPC – SIT DEV



31 modèles de développement répertoriés dans 236 « agglomérations » !

LES DIFFÉRENTS TYPES DE MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT OBSERVÉS PAR NOMBRE D'AGGLOMÉRATIONS (2010)

NATURE DU MODÈLE	MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT	NOMBRE D'AGGLOMÉRATIONS	
Simple	Pendulaire	25	10,6 %
Simple	Touristique	19	8,1 %
Complexe	Social-touristique-pendulaire	19	8,1 %
Duale	Publique-retraité	17	7,2 %
Duale	Productif-pendulaire	16	6,8 %
Complexe	Public-social-retraité	14	5,9 %
Duale	Retraité-touristique	12	5,1 %
Complexe	Productif-social-retraité	11	4,7 %
Simple	Productif	10	4,2 %
Duale	Public-social	10	4,2 %
Duale	Social-pendulaire	9	3,8 %
Duale	Productif-social	8	3,4 %
Complexe	Productif-public-social	7	3,0 %
Duale	Productif-public	6	2,5 %
Simple	Public	6	2,5 %
Complexe	Productif-public-retraité	5	2,1 %
Complexe	Productif-touristique-pendulaire	5	2,1 %
Simple	Retraité	5	2,1 %
Hyper-complexe	Productif-public-social-retraité	4	1,7 %
Duale	Productif-touristique	4	1,7 %
Duale	Public-pendulaire	4	1,7 %
Simple	Social	4	1,7 %
Duale	Productif-retraité	3	1,3 %
Duale	Public-touristique	3	1,3 %
Duale	Social-retraité	3	1,3 %
Complexe	Public-social-touristique	2	0,8 %
Hyper-complexe	Productif-social-retraité-pendulaire	1	0,4 %
Complexe	Productif-social-touristique	1	0,4 %
Complexe	Public-retraité-touristique	1	0,4 %
Duale	Retraité-pendulaire	1	0,4 %
Complexe	Social-retraité-touristique	1	0,4 %
	Total (hors DOM)	236	100 %



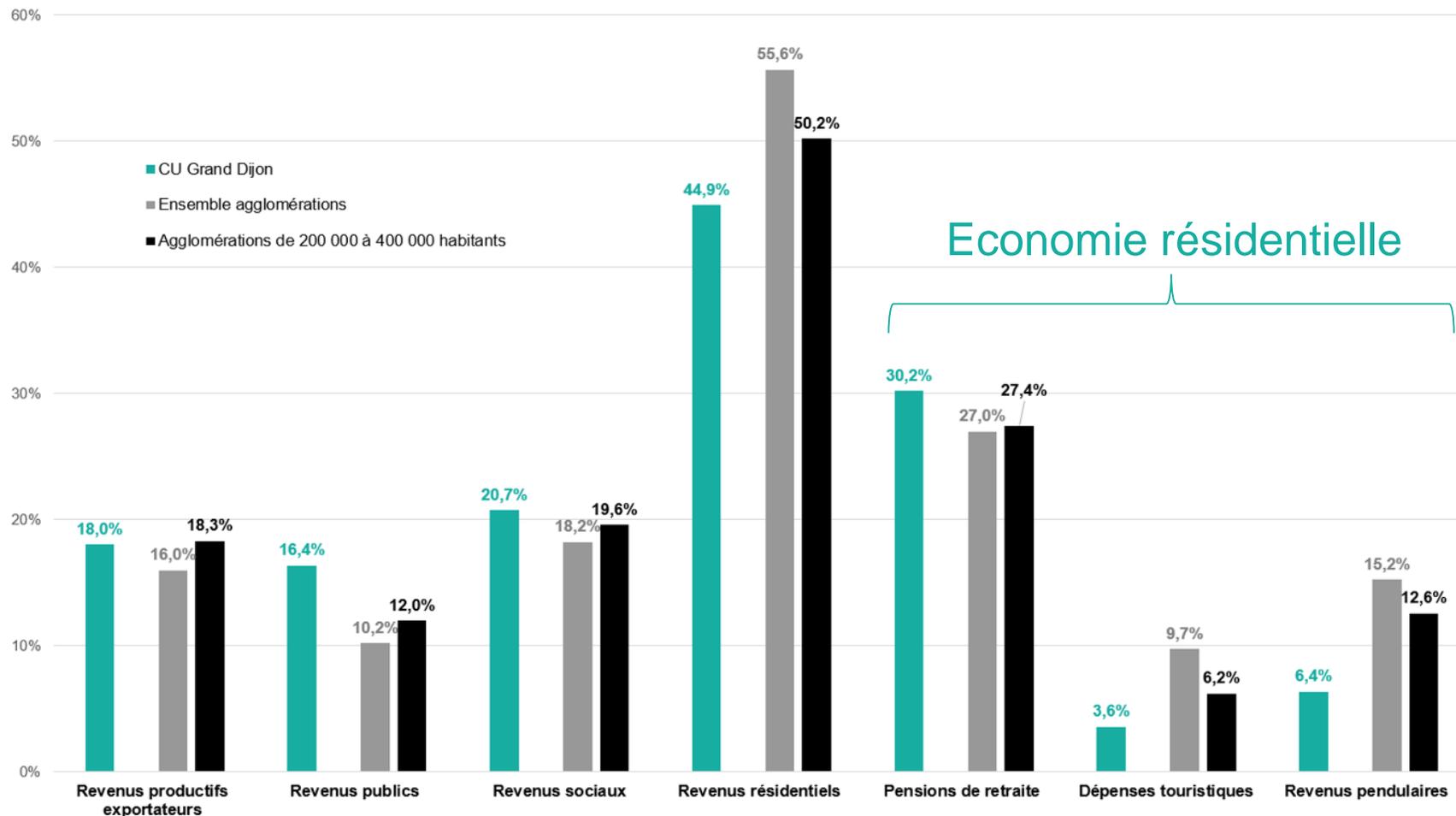
LE FONCTIONNEMENT
SOCIO-ECONOMIQUE DU
GRAND DIJON

Pour un changement de représentation



Le Grand Dijon : un modèle de développement « public » à forte coloration « sociale »

Les moteurs du développement du « Grand Dijon » : part des différents types de revenus captés dans le processus de captation de richesses



Source : Estimations OPC

Un modèle de développement « public » à forte coloration « sociale », notamment « retraitée »





Un système de consommation marqué par une très forte propension à consommer localement

Le fonctionnement du système de consommation locale : une approche synthétique

	Volume de revenus captés (en € / habitant)	Propension locale à consommer (en € / emplois présents)	Densité en emplois présents (pour 100 habitants)
Grand Dijon	13 714 €	56 843 €	24,1
Ensemble agglomérations	15 247 €	99 760 €	16,8
Moins de 100 000 habitants	15 684 €	107 102 €	16,2
De 100 000 à 200 000 habitants	15 217 €	99 601 €	16,7
De 200 000 à 400 000 habitants	14 183 €	80 211 €	18,3
Plus de 400 000 habitants	13 381 €	69 698 €	19,3

Source : Estimations OPC



Un déficit de captation de revenus qui traduit un net déficit d'attractivité globale et une très forte propension à consommer localement qui traduit une forte attractivité commerciale



Transferts de masse salariale liés aux pratiques pendulaires des actifs

	Evasion de masse salariale (en € / habitant)	Captation de masse salariale (en € / habitant)	Solde (en € / habitant)
Grand Dijon	3 684 €	967 €	-2 716 €
Ensemble agglomérations	3 558 €	3 007 €	-551 €
Moins de 100 000 habitants	2 965 €	2 827 €	-139 €
De 100 000 à 200 000 habitants	4 460 €	3 791 €	-669 €
De 200 000 à 400 000 habitants	4 312 €	2 772 €	-1 540 €
Plus de 400 000 habitants	3 265 €	1 339 €	-1 926 €

Source : Calculs d'après Insee – DADS (2010)

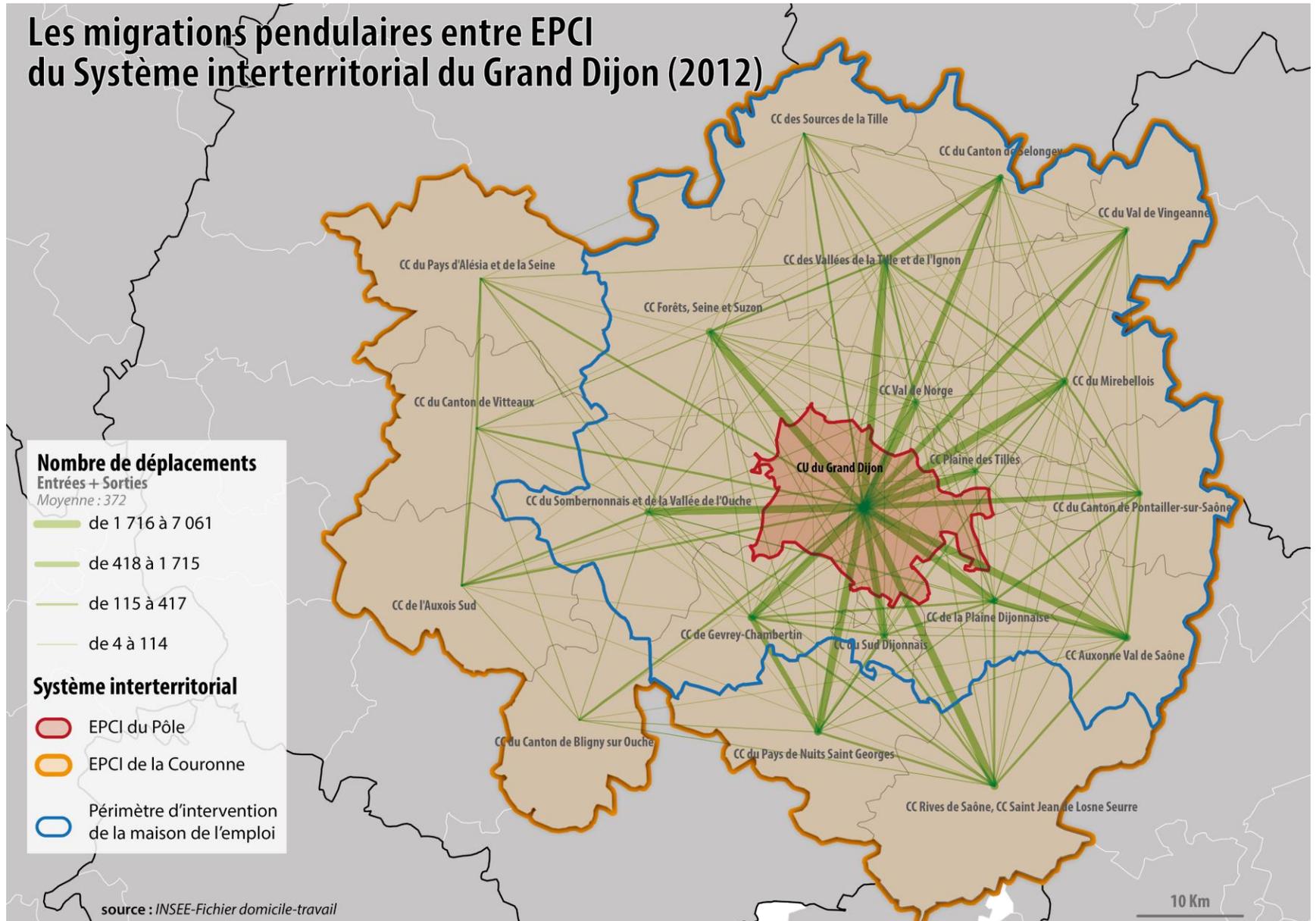


Un territoire qui redistribue moins de masse salariale que les agglomérations de même tranche de taille mais qui en capte très peu !



Le système interterritorial du Grand Dijon

Les migrations pendulaires entre EPCI du Système interterritorial du Grand Dijon (2012)

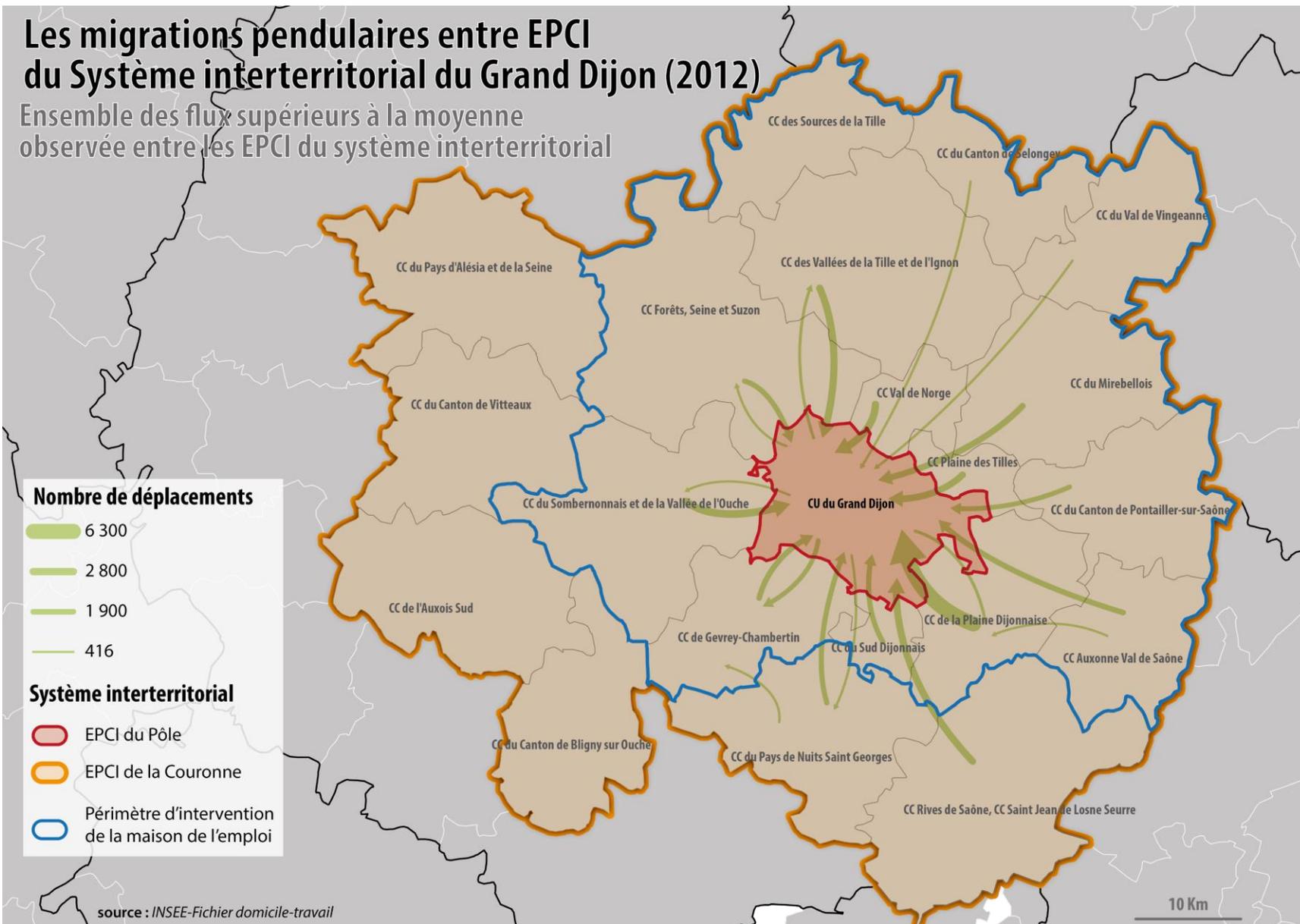




Le système interterritorial du Grand Dijon

Les migrations pendulaires entre EPCI du Système interterritorial du Grand Dijon (2012)

Ensemble des flux supérieurs à la moyenne observée entre les EPCI du système interterritorial





DYNAMIQUE
ECONOMIQUE ET
SOCIALE DU GRAND
DIJON

Des situations contrastées



Un territoire fortement exposé à la « Grande récession »

Evolution de l'emploi salarié privé entre 2008 et 2013 (en %)

	2008-2009 Crise des « subprimes »	2009-2011 « Reprise »	2011-2013 « Crise des dettes souveraines »	2008-2013 « Grande récession »
Grand Dijon	-2,2%	0,9%	-2,3%	-3,6%
Agglomération de 200 000 à 400 000 habitants	-2,3%	1,8%	-1,1%	-1,5%
Ensemble agglomérations	-2,0%	1,8%	-0,7%	-0,9%
Ensemble agglomérations Bourgogne Franche Comté	-2,9%	1,0%	-2,6%	-4,5%
Reste France (hors agglomérations)	-2,6%	1,2%	-1,0%	-2,4 %
France	-2,2%	1,6%	-0,8%	-1,4%

Source : Calculs d'après URSSAF



Une forte réactivité aux cycles récessifs et moindre au cycle de reprise !



Un territoire fortement exposé à la « Grande récession »

Mesure de l'effet structurel et local dans l'évolution de l'emploi salarié privé du Grand Dijon entre 2008 et 2013 (en %)

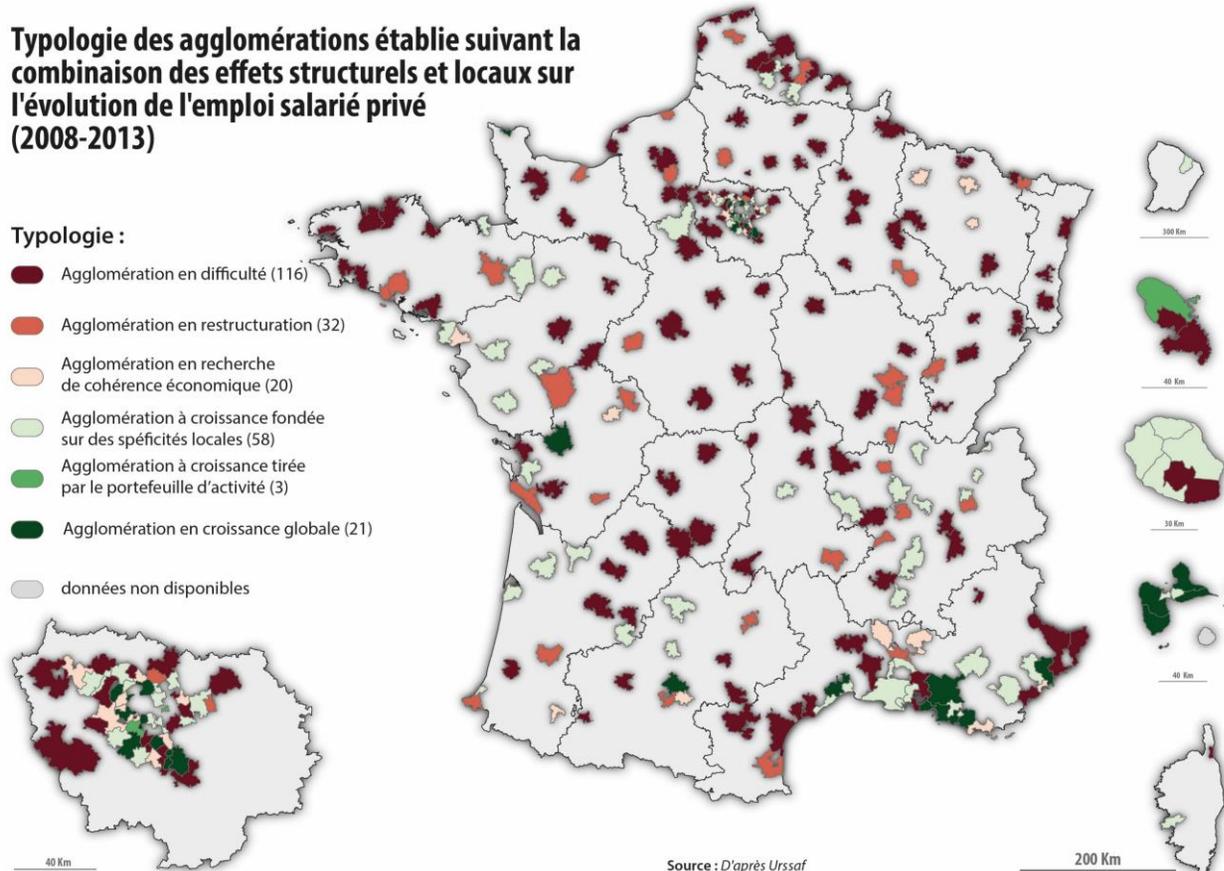
	Evolution observée	Effet structurel	Effet local
Grand Dijon	-3,6%	-1,5%	-2,0%
Agglomérations de 200 000 à 400 000 habitants	-1,5%	-1,0%	-0,6%
Ensemble agglomérations Bourgogne Franche Comté	-4,5%	-2,9%	-1,6%
Ensemble agglomérations	-0,9%	-1,1%	0,2%

Source : Calculs d'après URSSAF

Typologie des agglomérations établie suivant la combinaison des effets structurels et locaux sur l'évolution de l'emploi salarié privé (2008-2013)

Typologie :

- Agglomération en difficulté (116)
- Agglomération en restructuration (32)
- Agglomération en recherche de cohérence économique (20)
- Agglomération à croissance fondée sur des spécificités locales (58)
- Agglomération à croissance tirée par le portefeuille d'activité (3)
- Agglomération en croissance globale (21)
- données non disponibles



Source : D'après Urssaf



Dépendance à l'extérieur et ancrage territorial des entreprises

Dépendance du tissu productif à des sièges situés à l'extérieur (2013)

	% des établissements dont le siège est en dehors du territoire	% des établissements "concurrentiels" dont le siège est en dehors du territoire	% des établissements dont le siège est en dehors du territoire et en Bourgogne	% des établissements dont le siège est en Ile de France	% des établissements concurrentiels dont le siège est en dehors du territoire et en Bourgogne	% des établissements concurrentiels dont le siège est en Ile de France
Grand Dijon	14,2%	51,6%	1,8%	6,3%	0,8%	28,9%
Moyenne Communautés urbaines	14,7%	52,2%	4,1%	5,7%	4,3%	26,6%
Agglo. de 200 000 à 400 000 hab.	12,2%	60,4%	4,2%	5,7%	7,5%	23,6%

Source : Insee - Sirene

L'ancrage territorial des entreprises locales (2013)

	Part des établissements de 0 à 2 ans	Part des établissements de + de 10 ans	Part des établissements concurrentiels de 0 à 2 ans	Part des établissements concurrentiels de + de 10 ans
Grand Dijon	25,4%	28,0%	10,2%	51,6%
Moyenne Communautés urbaines	24,4%	29,2%	9,0%	49,5%
Agglo. de 200 000 à 400 000 hab.	26,3%	27,0%	11,6%	45,2%

Source : Insee - Sirene



Une moindre dépendance à l'extérieur (cependant largement tournée vers l'Ile de France) et un fort ancrage territorial des entreprises !



L'attractivité productive du Grand Dijon

L'attractivité productive du Grand Dijon : implantations et départs d'établissements (2013)

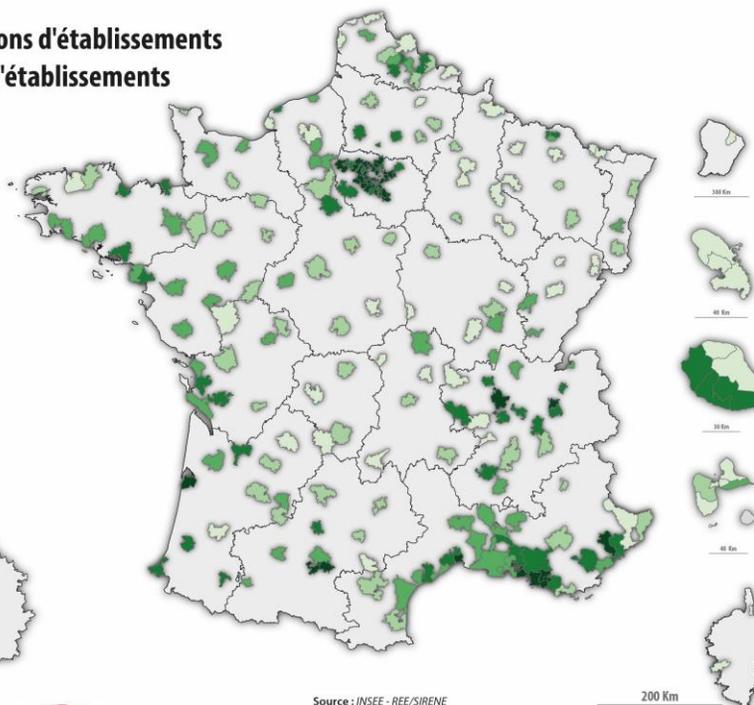
	Taux d'entrée	Taux de sortie	Taux de solde	Taux de mouvement
Grand Dijon	0,9%	1,3%	-0,5%	2,2%
Moyenne Communautés urbaines	1,2%	1,4%	-0,1%	2,6%
Agglo. de 200 000 à 400 000 hab.	1,6%	1,7%	-0,1%	3,4%

Source : Insee – Transferts d'établissements

Part des implantations d'établissements dans le stock total d'établissements en 2013

En % :

- de 2.2 à 5.7
- de 1.5 à 2.1
- de 1.3 à 1.4
- de 1.1 à 1.2
- de 0.4 à 1
- données non disponibles

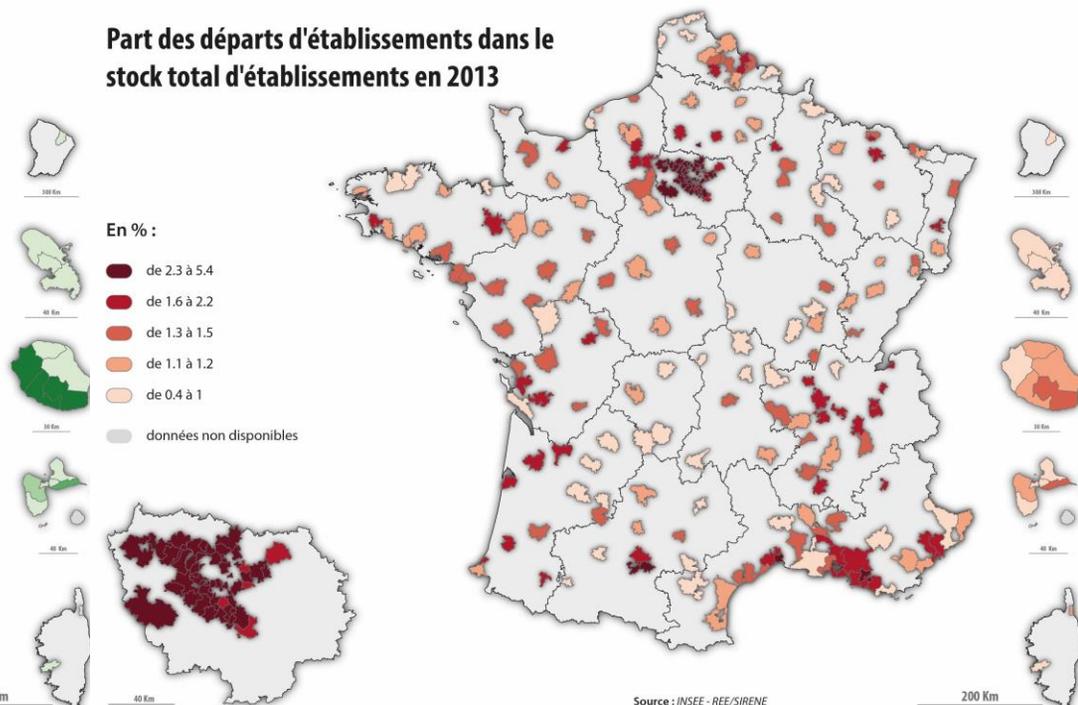


Source : INSEE - REE/SIRENE

Part des départs d'établissements dans le stock total d'établissements en 2013

En % :

- de 2.3 à 5.4
- de 1.6 à 2.2
- de 1.3 à 1.5
- de 1.1 à 1.2
- de 0.4 à 1
- données non disponibles



Source : INSEE - REE/SIRENE

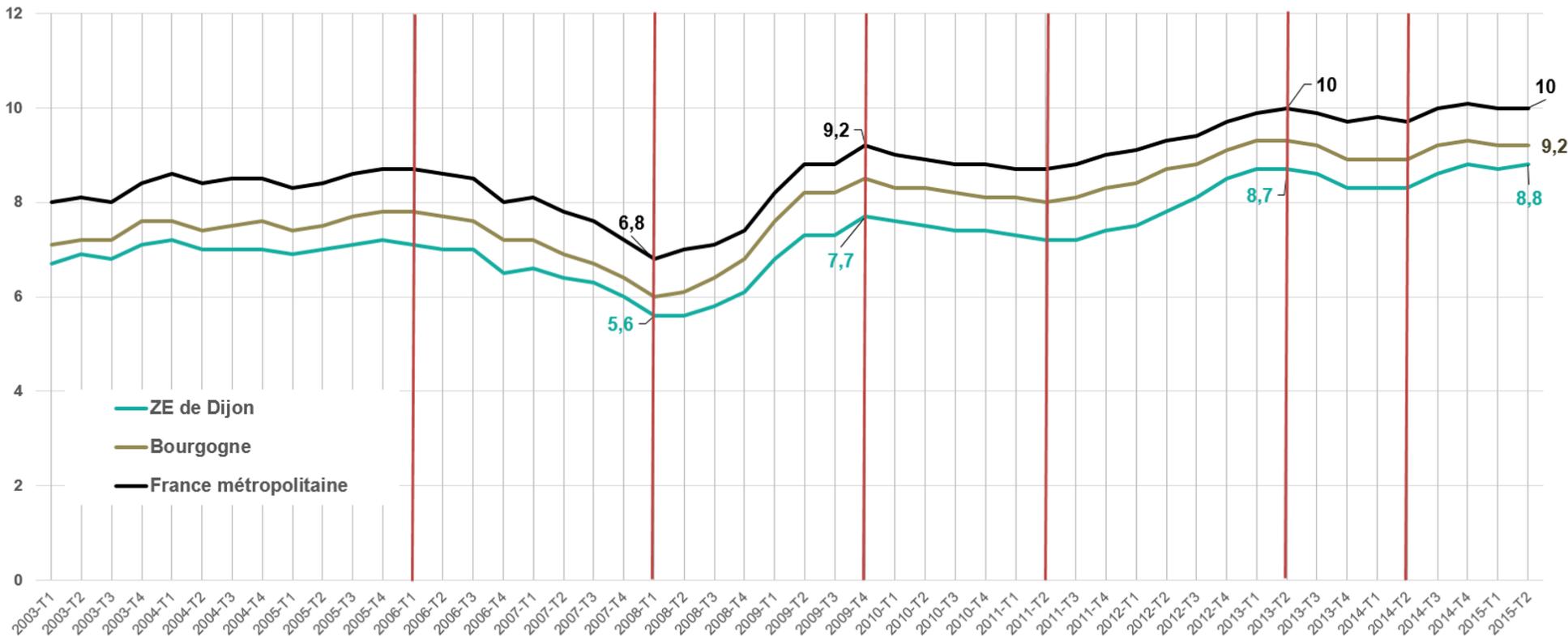


Un territoire peu attractif !



Un taux de chômage qui reste structurellement inférieur à la moyenne régionale et nationale

Evolution trimestrielle du taux de chômage de la ZE de Dijon depuis 2003



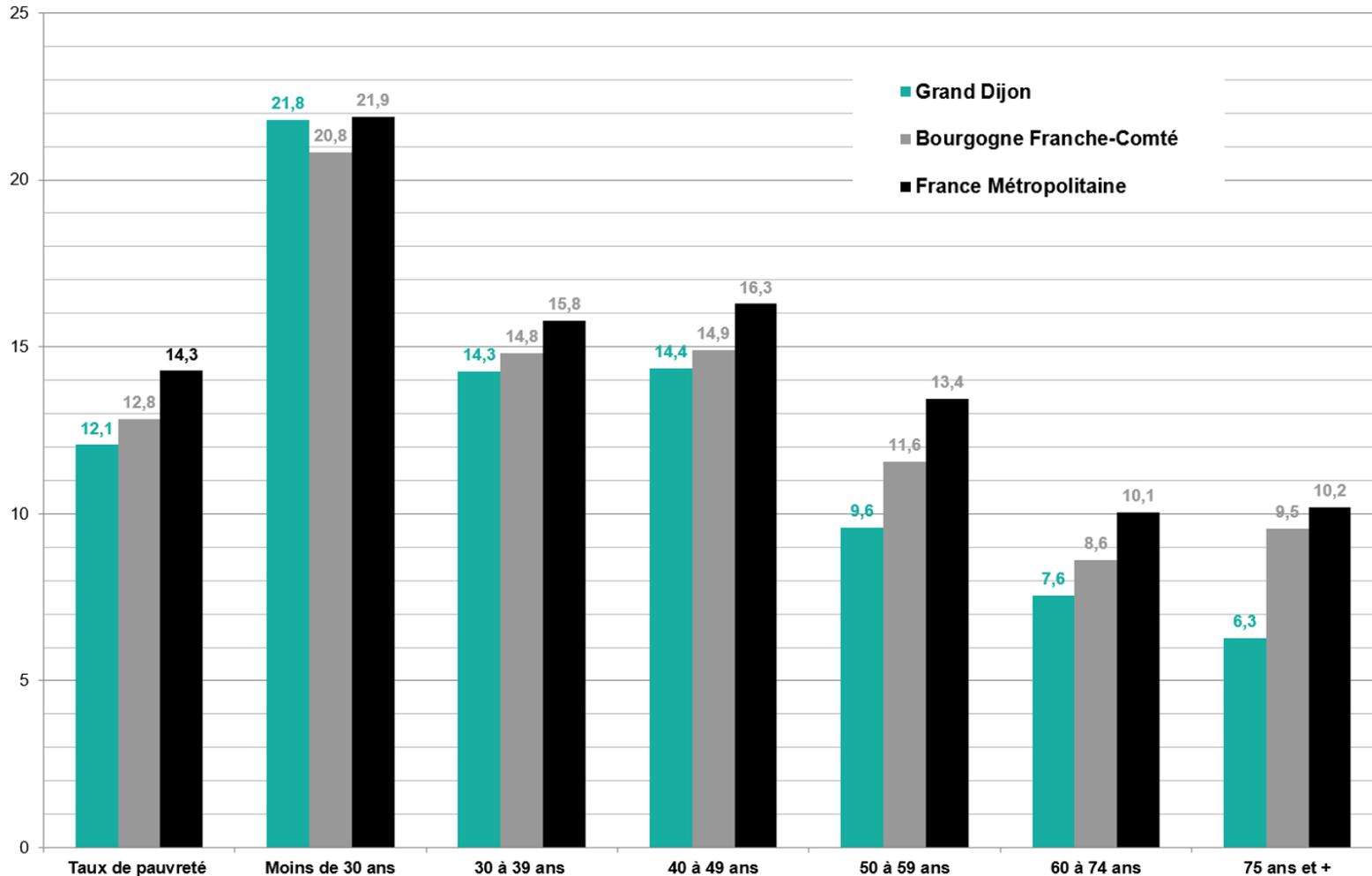
Source : Insee - Taux de chômage localisés par zone d'emploi



Un taux de chômage structurellement inférieur aux moyennes !



Taux de pauvreté du Grand Dijon (2012)



Source : Insee – Filosofi

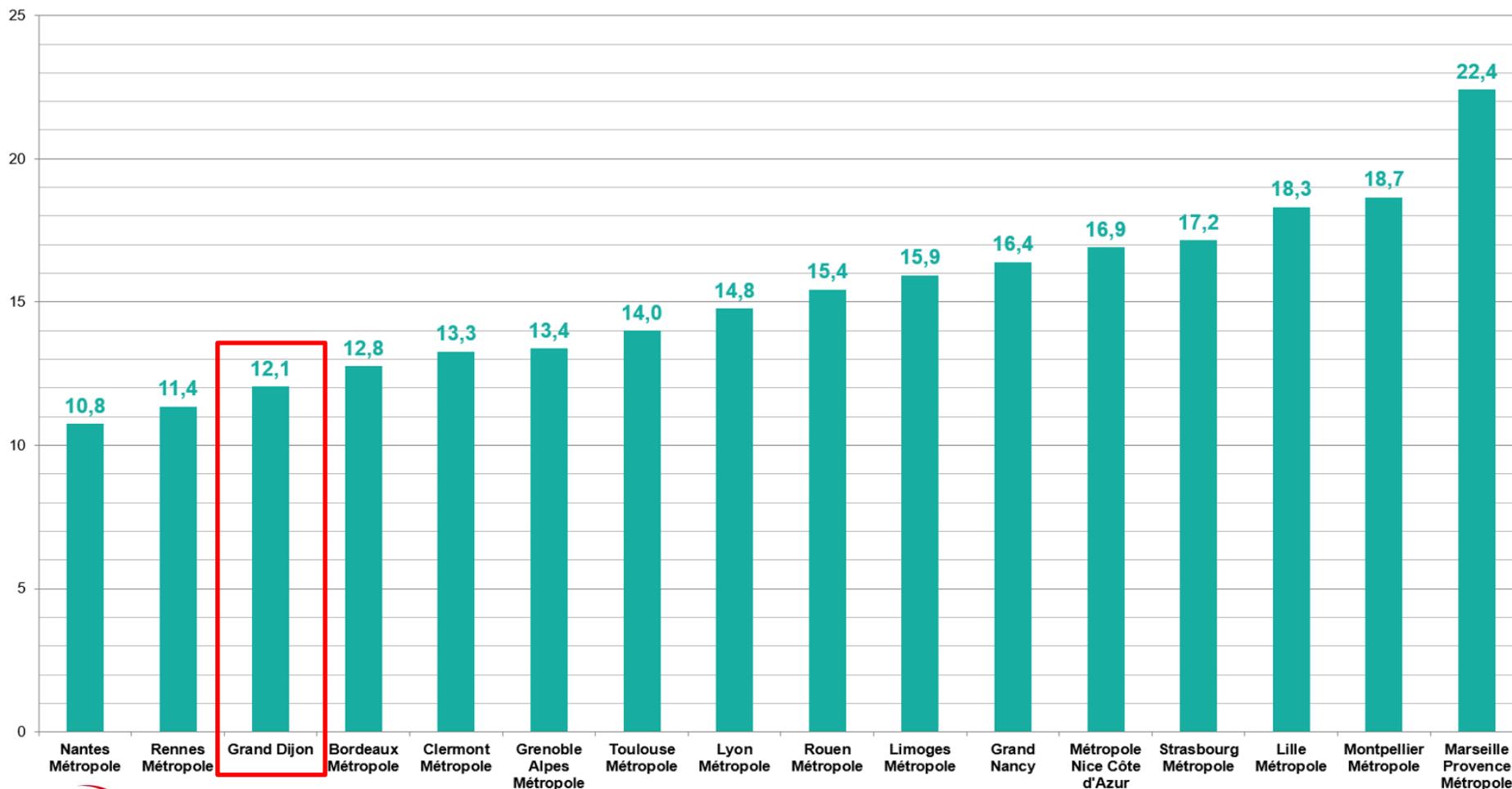


Un taux de pauvreté inférieur aux moyennes de comparaison, excepté pour les moins de 30 ans !



Un taux de pauvreté nettement inférieur à celui observé dans les autres métropoles françaises

Mise en perspective du taux de pauvreté du Grand Dijon avec les autres métropoles françaises (2012)



Un taux de pauvreté sensiblement inférieur à celui des autres métropoles !

CONCLUSION.



PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

Vers un nouveau paradigme territorial



1

Un modèle de développement déséquilibré

- Déficit productif
- Déficit en économie résidentielle
- Une dépendance accrue aux transferts sociaux

2

Une dynamique économique défavorable

- Effet de structure et local défavorables
- Faible attractivité productive
- Faible renouvellement du tissu productif

3

Une situation sociale plutôt avantageuse

- Un marché du travail plutôt efficace
- Un taux de pauvreté moins élevé qu'en moyenne

ANNEXES.





Quand la taille des « agglomérations » n'exerce qu'une influence illusoire sur leur dynamique économique !

Evolution de l'emploi salarié privé entre 2008 et 2013 (en %)

	2008-2009 Crise des « subprimes »	2009-2011 « Reprise »	2011-2013 « Crise des dettes souveraines »	2008-2013 « Grande récession »
Ensemble agglomérations	-2,0%	1,8%	-0,7%	-0,9%
Reste France (hors agglomérations)	-2,6%	1,2%	-1,0%	-2,4 %
France	-2,2%	1,6%	-0,8%	-1,4%
Agglomérations :				
De moins de 100 000 habitants	-2,3%	1,1%	-1,8%	-3,0%
De 100 000 à 200 000 habitants	-2,2%	1,8%	-0,8%	-1,1%
De 200 000 à 400 000 habitants	-2,3%	1,8%	-1,1%	-1,5%
De plus de 400 000 habitants	-1,4%	2,4%	0,3%	1,3%

Source : Calculs d'après URSSAF

L'évolution de l'emploi salarié privé des agglomérations de plus de 400 000 habitants durant la « Grande récession » (en %)

	2008-2009 (en %)	2009-2011 (en %)	2011-2013 (en %)	2008-2013 (en %)
Métropole Rouen Normandie	-2,5%	-0,4%	-3,1%	-5,9%
Métropole Nice Côte d'Azur	-2,3%	-0,4%	-1,2%	-3,8%
EuroMétropole de Strasbourg	-2,5%	1,0%	-1,1%	-2,6%
Métropole Grenoble-Alpes-Métropole	-2,9%	2,0%	-0,7%	-1,6%
Métropole Européenne de Lille	-1,5%	1,3%	-1,0%	-1,2%
Rennes Métropole	-2,6%	1,8%	0,0%	-0,8%
CA Toulon Provence Méditerranée	-0,2%	2,0%	-2,1%	-0,3%
CU de Marseille Provence Métropole	-0,7%	0,8%	0,4%	0,5%
Montpellier Méditerranée Métropole	-0,5%	2,9%	-1,0%	1,3%
Métropole de LYON	-1,9%	3,3%	0,7%	2,1%
Bordeaux Métropole	-0,6%	2,8%	1,3%	3,5%
Métropole Nantes Métropole	-1,3%	5,0%	1,2%	4,8%
Toulouse Métropole	-0,1%	4,7%	3,1%	7,8%
CA Plaine Commune	1,4%	4,3%	3,9%	9,9%
Ensemble agglomérations	-2,0%	1,8%	-0,7%	-0,9%

Source : D'après URSSAF

Note : classées par ordre croissant de l'évolution de l'emploi entre 2008 et 2013



Il n'existe pas de relation entre la taille des « agglomérations » et leur dynamisme économique !



Effet de frein ou d'entraînement sur l'hinterland régional ?

PERFORMANCE ECONOMIQUE DES AGGLOMERATIONS AU REGARD DE LEUR HINTERLAND

REGION

Agglomérations < Hinterland

Baisse supérieure

ALSACE

BRETAGNE

FRANCHE-COMTE

Hausse inférieure

CORSE

GUADELOUPE

Agglomérations = Hinterland

Conforme à la baisse

NORD-PAS-DE-CALAIS

Conforme à la hausse

RHONE-ALPES

Agglomérations > Hinterland

Baisse inférieure

AUVERGNE

BASSE-NORMANDIE

BOURGOGNE

CENTRE

CHAMPAGNE-ARDENNES

HAUTE-NORMANDIE

LANGUEDOC-ROUSSILLON

LIMOUSIN

LORRAINE

PICARDIE

POITOU-CHARENTE

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Hausse supérieure

AQUITAINE

GUYANE

Hausse dans un contexte défavorable

ILE-DE-FRANCE

PAYS-DE-LA-LOIRE

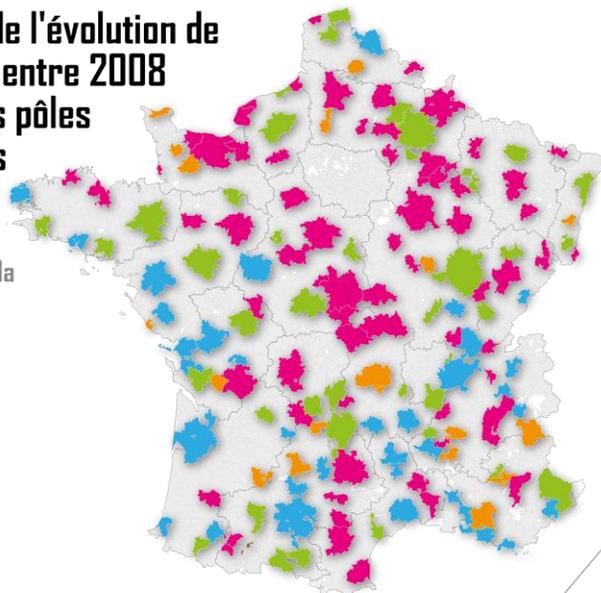
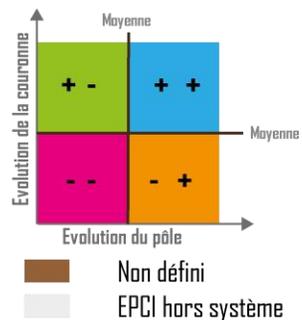
MIDI-PYRENEES



Effort redistributif versus attractivité commerciale !

Mise en perspective de l'évolution de l'emploi salarié privé entre 2008 et 2012 à l'échelle des pôles et de leurs couronnes

Typologie réalisée à partir de la moyenne des SI



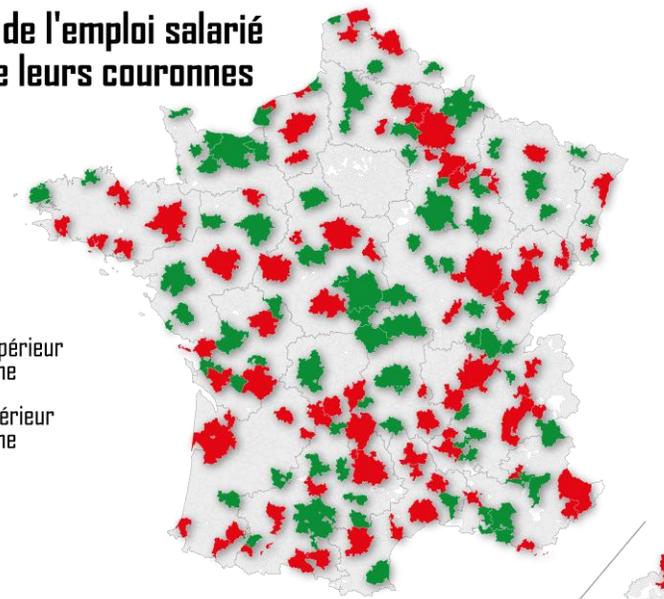
Auteur : OPC
Source : OPC d'après Insee - DADS 2010 et URSSAF, IGN Géofila 2012

200 Km

Evolution comparée de l'emploi salarié privé des pôles et de leurs couronnes entre 2008 et 2012

Evolution de l'emploi

- Evolution du pôle supérieur à celle de la couronne
- Evolution du pôle inférieur à celle de la couronne



Auteur : OPC
Source : OPC d'après Insee - DADS 2010 et URSSAF, IGN Géofila 2012

200 Km

EPCI hors système



[Le profil de développement des agglomérations et métropoles françaises – Rapport](#)

[Le profil de développement des agglomérations et métropoles françaises – Synthèse](#)

Olivier Portier
OPConseil

Péniche Joeta
26 Quai Georges Gorse
92 100 Boulogne Billancourt

TEL : 09 67 31 78 65 - MOB : 06 63 19 06 79

MAIL : olivier.portier@opconsultant.com

WEB : www.opconsultant.com



OPCONSEIL
ANALYSTE TERRITORIAL